

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi après-midi, 22 mars 2017

Direction de l'instruction publique

19 2016.RRGR.861 Motion 173-2016 Schmidhauser (Interlaken, PLR) Pondération des intérêts dans le domaine de l'archéologie également

N° de l'intervention: 173-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.09.2016
Déposée par: Schmidhauser (Bremgarten, PLR)
(porte-parole)
Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Schwarz (Adelboden, UDF)
Etter (Treiten, PBD)
Cosignataires: 35
N° d'ACE: 90/2017 du 1^{er} février 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Pondération des intérêts dans le domaine de l'archéologie également

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que la législation sur la protection du patrimoine (et en particulier l'art. 24 LPat et l'article 22 OPat) soit modifiée selon les orientations suivantes:

1. En présence d'un site ou d'un lieu de découverte archéologiques, il faut se poser les questions suivantes: faut-il le conserver entièrement ou en partie seulement? Faut-il procéder à des fouilles de sauvetage? Peut-on s'abstenir de toute mesure? Pour répondre à ces questions, on pèsera les intérêts en présence, ceux de l'archéologie d'un côté et l'intérêt public ou privé à l'utilisation du sol de l'autre. Le coût des différentes variantes sera également pris en compte dans la pondération des intérêts.
2. La décision sera susceptible de recours.
3. Ce sont en tout cas les pouvoirs publics qui supportent le coût des fouilles archéologiques.

Développement:

L'article 24 de la loi sur la protection du patrimoine (LPat) ne prévoit que deux options concernant les sites et les lieux de découverte archéologiques: la conservation ou, si elle est impossible, les fouilles de sauvetage. La troisième option, celle qui consiste à ne rien faire du tout, n'est pas prévue. Il vaut pourtant la peine de l'envisager puisque d'après les avis de droit dont on dispose, elle est compatible avec le droit de rang supérieur.

Cette pondération des autres intérêts et en particulier de celui à l'utilisation du sol à de nouvelles fins publiques ou privées, porteuses pour l'avenir, doit impérativement être prévue dans la loi.

La pondération des intérêts doit également intégrer le coût des mesures archéologiques.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif estime que toute action publique se fonde sur une pondération des intérêts. La Constitution fédérale prévoit que l'activité de l'Etat doit répondre à un intérêt public et être proportionnée au but visé (art. 5, al. 2 Cst.). En conséquence, une pondération des intérêts a aussi lieu dans le domaine de l'archéologie. La Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne, dont a pris connaissance le Grand Conseil en 2015, a précisé le principe de la priorisation: » Le canton de Berne fixe des priorités dans ses activités et intervient lorsque l'importance et la valeur du bien culturel l'exigent. [...] L'activité culturelle ne peut ni ne doit tout préserver, protéger ou déterminer. » (objectif stratégique 6)

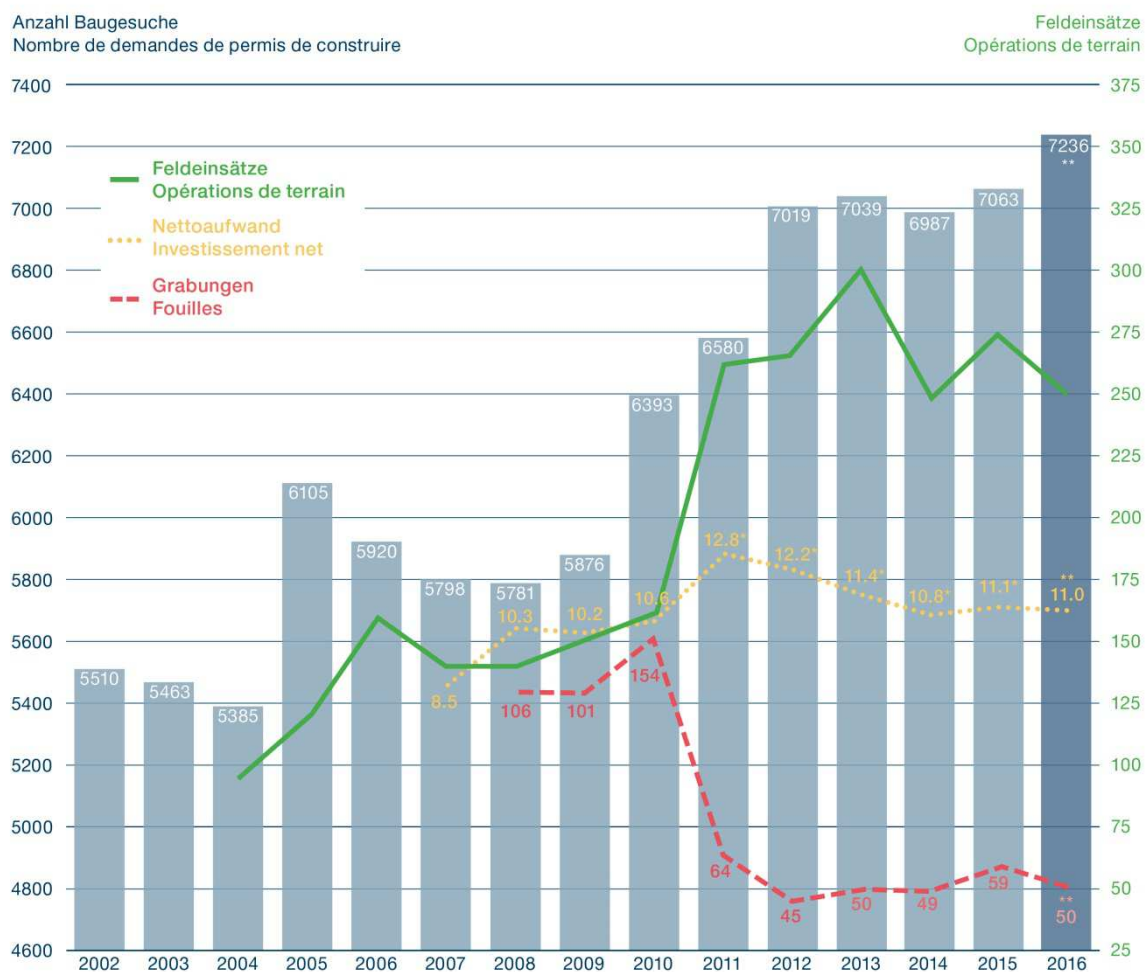
Ainsi, la Stratégie de protection du patrimoine a aussi satisfait à des exigences formulées antérieurement par le Grand Conseil, notamment dans la motion 244-2012 (Tromp), laquelle demande que le mandat du Service archéologique se concentre sur l'essentiel. Etant donné que la Stratégie de protection du patrimoine constitue une base stratégique largement approuvée en matière d'archéologie, le Conseil-exécutif fonde sa réponse sur les prescriptions contenues dans ce document.

Point 1

La procédure proposée au chiffre 1 pour les études archéologiques correspond à la pratique en vigueur non seulement dans le canton de Berne, mais aussi dans la plupart des autres cantons. Les nouveaux sites et lieux de découverte archéologiques sont recensés dans un inventaire (art. 10d de la loi sur les constructions; art. 10 et 23 de la loi sur la protection du patrimoine) et, si possible, laissés intacts (Stratégie de protection du patrimoine, objectif opérationnel 2 relatif à l'archéologie). Lorsqu'ils risquent la destruction, il convient d'étudier s'ils peuvent être conservés intégralement ou partiellement, si des fouilles de sauvetage s'imposent ou s'il faut renoncer à toute opération archéologique. Une pondération entre les intérêts publics de la protection du patrimoine d'une part et les intérêts publics ou privés à l'utilisation du sol de l'autre est non seulement effectuée à cette fin, mais les coûts sont également pris en compte. En général, les intérêts à l'utilisation du sol sont privilégiés dans le rapport technique par rapport à ceux liés à la protection des sites.

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Stratégie de protection du patrimoine, la Direction de l'instruction publique applique la nouvelle pratique en matière de priorités. Bien que le nombre de demandes de permis de construire déposées dans le canton de Berne ait augmenté de manière constante, le nombre de fouilles d'envergure a délibérément été réduit de façon considérable (voir graphique).

Entwicklung von Bau und Archäologie im Vergleich Evolution comparée de la construction et de l'archéologie



* Miete Brünnenstrasse mitgerechnet (seit 2012 ausgelagert, AGG)

* Loyer de la Brünnenstrasse compris (dès 2012 transféré à l'OIC)

** Hochrechnung Ende November 2016

** Extrapolation selon données de fin novembre 2016

Il n'est pas rare que, après une première évaluation, on décide de ne prendre aucune mesure. Ce fut par exemple le cas pour le château de Rotenbühl à Krattigen, pour l'ancienne chapelle proche de la clinique ophtalmique de Berne, pour le site romain de Luchliweg à Leuzigen, pour le site d'Oberholz à Treiten, pour le terrain de sport Thorberg à Krauchthal ou encore pour le site du Gaswerk à Bienne. De nos jours, les constructions de routes et l'excavation de tranchées sur des sites archéologiques ne font l'objet d'un suivi par le Service archéologique que dans des cas exceptionnels. En ce qui concerne les cimetières, on a renoncé entièrement aux fouilles à plusieurs reprises. En 2008, par exemple, une partie du cimetière médiéval de Schüpfen, comprenant des centaines de tombes, a été mise au jour. Par la suite, une autre partie des sépultures n'a délibérément pas été étudiée, mais uniquement mise au jour. En 2016, il a par ailleurs été décidé de ne pas étudier l'ancien cimetière institutionnel de Riggisberg, bien que l'Institut de médecine légale de l'Université de Berne ait fait part de l'intérêt scientifique du site (celui-ci a été étudié par l'institut lui-même en accord avec la maîtrise d'ouvrage).

Il est habituel d'étudier en détail une petite partie d'un site et de laisser de côté la plus grande partie, ou de ne l'étudier que sommairement. Dans le cadre de l'extraction prévue du gravier sur le site de Challnechwald, on a ainsi renoncé à mettre au jour les vestiges d'habitations. Les fouilles se sont limitées à la nécropole. Pour les fouilles prévues sur le site d'Agglolac à Nidau, un plafond de coûts a été fixé bien en-deçà des estimations faites à l'origine par les archéologues. Il est d'une part prévu d'éviter dans la mesure du possible les interventions dans les strates archéologiques grâce à une planification méticuleuse et, d'autre part, les objets ne seront pas tous mis au jour selon les normes les plus rigoureuses. Par ailleurs, s'agissant des études de petite envergure, on examine

non seulement dans tous les cas l'utilité des fouilles, mais on définit aussi de manière adéquate la charge qu'elles engendreraient.

La législation cantonale sur la protection du patrimoine met en œuvre les prescriptions des conventions internationales, notamment celles de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (RS 0.440.5). Pour pouvoir bénéficier des subventions fédérales considérables prévues dans le cadre de la convention-programme conclue avec la Confédération dans les domaines des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites, le canton de Berne doit appliquer les prescriptions d'ordre supérieur et tenir compte des recommandations de la Commission fédérale des monuments historiques.

Le Conseil-exécutif estime que le point 1 de la motion est déjà satisfait aujourd'hui. Il propose donc son adoption et son classement.

Point 2

Dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire ou de la procédure coordonnée, le Service archéologique rédige des rapports d'expertise à l'intention de l'autorité chargée de délivrer le permis de construire ou de l'autorité directrice. Ces rapports servent à la pondération des intérêts lorsque la décision de l'autorité est attaquée. La coordination de la procédure par une seule autorité permet de garantir que les décisions des différents offices ne se contredisent pas sur le fond et soient rendues selon un ordre chronologique logique. Ce principe mis en œuvre avec succès conformément à la loi de coordination de 1994 s'oppose à l'édition de décisions séparées pour les études archéologiques. Le principe de la coordination permet dans le même temps de garantir que les oppositions et les recours ne soient traités qu'une fois et de manière harmonisée et, partant, d'éviter les retards dans les projets de construction ainsi que d'offrir la sécurité juridique nécessaire à toutes les parties prenantes.

Une fois le permis de construire accordé, les fouilles sont planifiées d'entente avec les maîtres d'ouvrage, coordonnées avec les travaux prévus et effectuées dans les délais fixés. Le droit en vigueur garantit la sécurité de planification et permet un bon déroulement de la procédure, évitant ainsi les retards dans les travaux de construction. En 2015, les collaborateurs et collaboratrices du Service archéologique ont mené 274 opérations de terrain, dont quelque 220 étaient des interventions brèves, des sondages et des suivis de projets de construction d'une durée de quelques jours et 48 des interventions de faible envergure d'une durée maximale de six semaines et impliquant une ou deux spécialistes. Seules onze interventions ont été des fouilles de grande envergure.

Si l'ensemble de ces 274 mesures avaient dû faire l'objet de décisions susceptibles de recours, de nombreux projets de construction auraient été interrompus ou retardés en raison des délais à tenir. De plus, les formalités administratives et le montant des émoluments auraient augmenté, ce qui irait à l'encontre des efforts entrepris pour simplifier les procédures administratives. Le secteur de la construction a plutôt intérêt à ce que le Service archéologique agisse de manière rapide et flexible, comme c'est le cas actuellement.

Aux yeux du Conseil-exécutif, rendre des décisions susceptibles de recours pour les études archéologiques ne serait profitable ni aux maîtrises d'ouvrage ni aux pouvoirs publics. Une telle mesure irait à l'encontre de l'objectif visé. C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose de rejeter le point 2.

Point 3

Selon le droit en vigueur, les coûts engendrés par les fouilles archéologiques sont pris en charge par les pouvoirs publics (art. 24, al. 3 de la loi sur la protection du patrimoine). Il s'agit en principe du canton, qui soumet les dépenses correspondantes à l'organe compétent en matière d'autorisation de dépenses. La conservation et la protection des sites archéologiques sont cependant l'affaire du canton et des communes. C'est pourquoi, lorsqu'une commune décide de ne pas conserver ou protéger un site en sa possession, elle participe aux coûts liés aux fouilles et à l'étude du site. Le taux de subventionnement s'élève en général à un tiers des coûts et est fixé par le canton après consultation de la commune.

Étant donné que les coûts engendrés par les fouilles archéologiques sont aujourd'hui déjà pris en charge par les pouvoirs publics, le Conseil-exécutif propose d'adopter et de classer le point 3.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: Adoption et classement

Chiffre 2: Rejet

Chiffre 3: Adoption et classement

Le président. Wir kommen zu Traktandum 19. Der Regierungsrat wünscht, punktweise darüber zu befinden. Er beantragt Ziffer 1 zur Annahme und gleichzeitiger Abschreibung, Ziffer 2 zur Ablehnung und Ziffer 3 zur Annahme und gleichzeitiger Abschreibung. Wir führen eine freie Debatte. Ich übergebe das Wort der Motionärin.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (PLR). Wir sind grundsätzlich froh, dass der Regierungsrat unsere Grundhaltung teilt und die Güterabwägung in der Archäologie stattfinden soll. Der Regierungsrat möchte aber gerne abschreiben, weil die Güterabwägung durchaus auch aus der Verfassung abgeleitet werden könne. Ja, das kann man vielleicht, aber macht man es denn auch immer? Die heutige Interessenabwägung ist keine umfassende; keine, die alle betroffenen öffentlichen und privaten Interessen ausmacht, gewichtet und diese anschliessend in einem Optimierungsprozess einander gegenüber stellt. Dazu gehört insbesondere auch, dass in der Interessenabwägung die Frage gestellt wird, wie viel öffentliche Gelder für archäologische Untersuchungen zur Verfügung gestellt werden sollen. Wir haben letztes Jahr – ich glaube im September – für Nidau Agglolac und im Zusammenhang mit dem Kiesabbau einen Bruttokredit von 43 Mio. Franken für die Archäologie gesprochen. Das ist Geld – Ueli Stähli sagte es damals sehr treffend – welches beispielsweise nicht der Bildung zur Verfügung steht. Genau deshalb wollen wir, dass in der Güterabwägung auch die Kosten in Frage gestellt werden und, dass dies auch im Gesetz festgeschrieben ist. Damit – und da sind wir schon bei Punkt 2 – ist es auch eine Frage der Verfügung. Darum möchten wir an Punkt 1 der Motion festhalten und ihn nicht abschreiben.

Zum zweiten Punkt möchte ich kurz noch etwas sagen. Ich finde es wichtig, dass man verfügen kann. Eine Verfügung hat auch mit Rechtssicherheit zu tun. Alle Beteiligten brauchen diese Rechtssicherheit – gerade auch private Interessenten, welche mit dem betreffenden Land etwas planen, müssen irgendwann einmal vorwärts kommen. Es geht nicht um die kleinen Geschichten. Wir wollen auch keine zusätzliche Bürokratie aufbauen; da sind wir die Letzten. Aber wir möchten, dass man Rechtssicherheit hat und irgendwann einmal auch weiss, woran man ist. Darum braucht es eine Verfügung bei Grossprojekten. Und um klar zu machen, dass wir der Meinung sind, dass man das wirklich nur bei Grossprojekten braucht, sind wir bereit, die Motion in Punkt 2 in ein Postulat zu wandeln. Aber am Postulat halten wir fest. Bei Punkt 3 schliessen wir uns der Regierung an und können mit Annahme und Abschreibung leben.

Le président. Damit ich sicher bin, dass ich es richtig verstanden habe: Sie wollen Ziffer 1 als Motion aufrechterhalten und die Abschreibung bestreiten, Ziffer 2 als Postulat überweisen lassen, und bei Ziffer 3 sind Sie einverstanden mit dem Antrag der Regierung? – Gut. Wem darf ich nun von den Fraktionen das Wort geben? – Als erstes hat für die BDP-Fraktion Grossrätin Luginbühl das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). In der Septembersession 2013 hat der Grosse Rat die Motion 244-2012 von Matthias Tromp mit dem Titel »Archäologie im Kanton Bern mit Vernunft« in den Punkten 1 und 2 als Postulat überwiesen. Der erste Punkt forderte, dass nur nachweisbare, nicht jedoch auch nur vermutete Stätten und Fundstellen inventarisiert werden sollten. Der zweite Punkt verlangte, dass Funde, die keine wesentlichen Erkenntnisse mehr ergeben, nicht mehr wissenschaftlich untersucht werden sollen und damit auch nicht zwingend zu Bauverzögerungen führen dürften. Die BDP setzt Güterabwägung und Vernunft in diesem Fall gleich und wird den vorliegenden Punkt – ebenso wie die Regierung – annehmen und gleichzeitig abschreiben. Denn für uns ist die Forderung mit der Erarbeitung und Umsetzung der Kulturpflagestrategie erledigt. Die BDP hat in der Diskussion über die Priorisierung der archäologischen Arbeit innerhalb der Kulturpflagestrategie bereits mitgeholfen, dies so festzuhalten. Wir unterstützen die Ausführungen, die der Regierungsrat in der Antwort aufgelistet hat.

Zu Punkt 2 bezüglich der anfechtbaren Verfügung ist Folgendes zu sagen: Aktuell ist es ja so, dass der archäologische Dienst zuhanden der Baubewilligungsbehörden bzw. der Leitbehörde einen Fachbericht verfasst. Die Baubewilligungsbehörde trifft dann nach einer Interessenabwägung den anfechtbaren Bauentscheid. Der Mitbericht ist also Bestandteil des Bauentscheids. Was die Motionäre in Punkt 2 fordern, ist eine separate Verfügung. Was würde also passieren, wenn die Verfügung des archäologischen Diensts angefochten würde, der Bauentscheid aber nicht? Einerseits werden dem archäologischen Dienst und der Arbeit der Archäologen seit Jahren der Ruf angehangen, sie verzögerten die Bauarbeit. Auf der anderen Seite stimmen auch wir Grossräte im Chor mit ein, dass die Verwaltung effizienter sein müsse und verlangen Vereinfachungen von Abläufen und die Abschaffung von Doppelspurigkeiten. Dies nicht zuletzt, um Kosten zu sparen und bürgerfreund-

lich zu sein. Zudem existiert im Kanton Bern seit dem Jahr 1994 das Koordinationsgesetz, welches bezweckt, dass Verfügungen und Entscheide von verschiedenen Ämtern inhaltlich widerspruchsfrei und zeitlich aufeinander abgestimmt sind. Es wäre aus Sicht der BDP unerklärlich, wenn Punkt 2 – auch als Postulat – angenommen würde. Denn wir sagen immer wieder, dass wir einen Bürokratie-Abbau betreiben wollen und keinen zusätzlich Aufbau. Zudem – und das erscheint uns noch wichtiger – gibt es noch eine Anzahl weiterer Mitberichte, die je nach Baugesetz mit eingereicht werden müssen. Es sind dies beispielsweise der Bericht der Denkmalpflege, die Gefahrenkarte und die Brandschutzvorgaben, die in Mitberichten mitgeliefert werden müssen. Es gibt ungefähr 10–15 dieser Mitberichte. Wir lehnen es ab, unter diesen Mitberichten einen einzigen – der hier geforderte für die Archäologie – als Verfügung zu deklarieren. Wir lehnen deshalb den Punkt 2 sowohl als Motion wie auch als Postulat ab. Und bei der Finanzierung in Punkt 3 sehen wir keinen Klärungsbedarf, weil sowieso klar ist, dass die Kosten von der öffentlichen Hand und niemandem sonst finanziert werden.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Eine Güterabwägung – auch in der Archäologie: Dieser Vorstoss wurde im Nachgang zu den beiden gewichtigen Kreditgeschäften Nidau Agglolac und Challnachwald eingereicht. Der aktuellen Kulturpflegestrategie entnehmen wir, dass der archäologische Dienst heute nach den Grundsätzen der Priorisierung und Güterabwägung handelt. Weder kann, noch soll alles erhalten, geschützt oder ausgegraben werden. Das, was die Motionäre unter Punkt 1 verlangen, entspricht, gemäss dem Regierungsrat, der heute geltenden Praxis. Archäologische Fundstellen werden in einem Inventar erfasst und nach Möglichkeiten nicht ausgegraben. Droht einer Stätte aber die Zerstörung, wird geprüft, ob diese teilweise erhalten bleibt, eine Rettungsgrabung erfolgen soll oder keine Massnahmen getroffen werden. Üblicherweise wird das Interesse der Bodennutzung bereits im Fachbericht Archäologie höher gewichtet als der Schutz der Fundstelle, so wie das auch im Challnachwald geschehen ist. Die SVP-Fraktion beantragt, die Motion in Punkt 1 nicht abzuschreiben. Dies, damit genau diese Interessenabwägung sowie die gängige Praxis, archäologische Stätten zu inventarisieren und, wenn immer möglich, im Boden ruhen zu lassen, hochgehalten werden und das auch weiterhin so gehandhabt wird.

Zu Punkt 2: In der aktuellen Situation verfasst der archäologische Dienst einen Fachbericht zuhanden der baubewilligenden Behörde. Diese trifft nach einer Interessenabwägung den anfechtbaren Entscheid. Das koordinierte Verfahren hat sich, auch gemäss den Ausführungen des Regierungsrats, in der Praxis bewährt. Mit Annahme der Motion müsste für alle Feldprojekte vom archäologischen Dienst eine beschwerdefähigen Verfügung erstellt werden, was wiederum den Ablauf verkomplizieren und verzögern würde. Auf den Baustellen müsste so die Arbeit eingestellt werden, bis die Verfügung rechtskräftig wäre. Ebenso würde die Bürokratie aufgebläht. Diese Argumente des Regierungsrats sind für uns schlüssig. Die SVP-Fraktion ist sich bewusst, dass das Koordinationsgesetz eine grosse Errungenschaft für den Kanton Bern ist. Schlanke Abläufe und so wenig Bürokratie wie möglich und nötig sind für uns sehr wichtig. Trotzdem werden wir diesen Punkt in Form eines Postulats unterstützen. Wir möchten so eine Prüfung ermöglichen, ob in Zukunft grössere, gewichtige Projekte mit einer separaten, anfechtbaren Verfügung der Bauherrschaft eröffnet werden. Zu Punkt 3 der Motion: Kostenträger der archäologischen Arbeit ist der Kanton. Die Gemeinden und Städte leisten Kostenbeteiligungen im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen. Das ist ganz klar so in Artikel 24 Absatz 3 des Denkmalpflegegesetzes geregelt. Darum ist die SVP-Fraktion grossmehrheitlich für eine Annahme der Motion in Punkt 3 bei gleichzeitiger Abschreibung.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich finde es, ehrlich gesagt, so richtig schade. Diese Motion ist für mich und meine Fraktion schlicht überflüssig und bedeutet schlichtweg verlorene Zeit. Warum? Wir haben für die Behandlung der Kulturpflegestrategie Stunden über Stunden aufgewendet. Das war auch richtig und gut, denn das Thema ist wichtig. Wir im Rat, aber vor allem wir in der Bildungskommission, haben gründlich geprüft, was es denn in der Denkmalpflege und auch in der Archäologie braucht und was allenfalls weniger. Es waren engagierte Debatten und am Schluss konnten wir uns dann einigermaßen darüber einigen, dass die schützenswerten und erhaltenswerten Bauten zurückgefahren werden. Alle haben ein bisschen nachgegeben und der Prozess läuft nun sehr seriös. Die Archäologie allerdings, die doch mit so vielen Vorurteilen zu kämpfen hat, kam gar nie in den Grossratssaal. Warum nicht? Weil die verantwortlichen Archäologinnen und Archäologen uns – und da spreche ich von der Bildungskommission – aufzeigen konnten, wie sorgfältig und differenziert sie vorgehen. Sie haben es mit Beispielen belegt. Diese finden Sie – liebe Kolleginnen und Kollegen – ja auch in Ihren Unterlagen.

Es wird doch längst nicht mehr alles ausgegraben. Es wird doch längst differenziert und abgewogen, und dafür die Arbeit dort eingesetzt, wo es um die grossen und neuen Erkenntnisse geht. Das haben uns die Fachleute in den Kommissionssitzungen dargelegt. Darum wurde die Archäologie im Rahmen der Kulturpflegestrategie gar nie zu einem politischen Thema. Die Fachleute haben der BiK glaubwürdig dargelegt, dass sie mit dem notwendigen Respekt gegenüber unserem historischen Erbe aber auch gegenüber bauwilligen Investoren ihre Arbeit ausgewogen ausführen. Entsprechend haben wir die Kulturpflegestrategie nur mit Planungserklärungen zur Denkmalpflege, aber ohne solche zur Archäologie verabschiedet. Und jetzt, wo diese Strategie – im Fall des Kiesabbaus im Challnechwald – zum ersten Mal standhalten müsste, gibt es plötzlich einen Riesenwirbel. Wozu haben wir denn eigentlich diese Diskussion über die Strategie geführt, wenn diese dann, je nach Projekt, immer wieder grundsätzlich in Frage gestellt wird? Das ist ineffizient und Zeitverschwendung. Und dann stossen ausgerechnet bürgerliche Kolleginnen und Kollegen so ein bürokratisches Monster an. Man müsste also jede dieser Entscheidungen anfechtbar verfügen? Überlegen Sie sich, was das bedeutet. Anfechtbar heisst, dass beide Seiten in den Ring steigen können – hoffentlich beide Seiten. Und was das für einen Investor bedeutet, der gerne vorwärts machen würde, sollten wir hier im Saal uns eigentlich alle vorstellen können. Unternehmerfreundlich ist das auf jeden Fall nicht und leider auch nicht kulturfreundlich. Unsere Fraktion setzt auf zuverlässige Prozesse. Und Strategiediskussionen sind für uns eine ernsthafte Sache und kein Leerlauf, der je nach Befindlichkeit wieder über den Haufen geworfen werden kann. Darum unterstützen wir die Regierung in ihren Anträgen zur Motion und bitten Sie, das auch so zu machen.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (PEV). Ich kann es vorweg nehmen: Die EVP-Fraktion ist einverstanden mit der Antwort des Regierungsrats. Wir werden Punkt 1 annehmen und abschreiben, Punkt 2 auch als Postulat ablehnen und beim dritten Punkt sind wir ebenso einverstanden mit Annahme und Abschreibung. Zu Punkt 1 möchte ich Folgendes sagen: Wir folgen der Argumentation des Regierungsrats, dass eine Interessenabwägung zwischen öffentlichen, privaten und archäologischen Interessen und auch hinsichtlich der Kosten bereits im Sinne der Motionäre vorgenommen wird. Wir folgen ebenso der Argumentation des Regierungsrats, wenn er sagt, dass bereits jetzt die Möglichkeit besteht und auch angewandt wird, gänzlich auf irgendwelche archäologischen Massnahmen zu verzichten. Er belegt das mit Beispielen. Anhand der Darstellung der Entwicklung der Baugesuche im Verhältnis zu den archäologischen Massnahmen in den letzten Jahren, wird klar ersichtlich, dass die Schere dort im Sinne des Anliegens der Motionäre weit aufgegangen ist. Darum sehen wir seitens der EVP keinen Handlungsbedarf und sind derselben Meinung wie der Regierungsrat, dass die Forderungen bereits erfüllt sind.

Zum zweiten Punkt sagen wir, dass eine anfechtbare Verfügung zum Zeitpunkt des Entscheids über archäologische Massnahmen nicht nötig ist und unnötige Verzögerungen in Bauvorhaben verursacht. Die Einsprachemöglichkeit im Rahmen des Bauentscheids reicht aus. Die EVP befürchtet bei einer Annahme des zweiten Punkts eine riesige Flut an Einsprachen – dies verbunden mit viel Arbeit und logischerweise auch Kosten. Den einzigen Vorteil sähen wir darin – wie es die Motionärin schon ausgeführt hat –, dass die Grundeigentümer von Anfang an besser über die Erwägungen und Entscheide in einer solchen Interessenabwägung informiert wären. Die Fraktion der EVP lehnt aber auch den zweiten Punkt als Postulat ab, weil sich die gängige Praxis bewährt hat. Beim dritten Punkt ist es klar: Annahme und Abschreiben.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Mit der vorliegenden Motion soll das Denkmalpflegegesetz inhaltlich so geändert werden, dass eine verstärkte Interessenabwägung zwischen der Archäologie und dem öffentlichen, respektive dem privaten Interesse stattfindet – insbesondere auch mit Blick auf die Kosten. Entscheide sollen in Form einer anfechtbaren Verfügung gefällt werden. Die FDP hegt grosse Sympathien für diesen Vorstoss. Er trägt dem Umstand Rechnung, dass es in der Praxis für Bauherren und Investoren nicht immer einfach ist, wie sie mit Entscheiden seitens der Archäologie umgehen sollen und sich allenfalls auch gegen gewisse Entscheide wehren können. In Punkt 1 wird eine gewisse Priorisierung verlangt, sodass unter Umständen auch auf eine Rettungsgrabung oder Sicherung verzichtet werden kann. Wenn man berücksichtigt, dass solche Rettungsgrabungen nicht nur bei der Archäologie Kosten verursachen, sondern auch bei den Eigentümern und den Bauherren, ist dieser Punkt aus unserer Sicht unabdingbar. Wir werden darum Punkt 1 als Motion annehmen und die Abschreibung bestreiten.

Dass die Möglichkeit einer anfechtbaren Verfügung in Form eines Postulats geprüft werden soll, unterstützen wir ebenfalls. Es macht aus unserer Sicht Sinn, dass wenigstens bei grossen Bauvor-

haben eine Möglichkeit geschaffen wird. Gerade bei solchen Objekten sind die Folgekosten, die beispielsweise durch Bauverzögerungen oder allfällige Projektänderungen entstehen, erheblich. Auch diese Kosten muss in jedem Fall der Eigentümer oder Bauherr selber tragen. Im Extremfall kann das sogar dazu führen, dass ein Bauprojekt gar nicht erst zur Ausführung kommt. So gesehen ist es auch korrekt, dass Instrumente geschaffen werden, mit denen sich die Betroffenen wehren können und damit auch nicht willkürlichen Entscheiden ausgesetzt sind. Die FDP wird den gewandelten Punkt 2 ebenfalls unterstützen. Bei Punkt 3 scheint uns die Antwort der Regierung schlüssig. Die Kosten für Rettungsgrabungen gehen laut Gesetz zu Lasten der Öffentlichkeit – aber eben nur diese. Die direkten Folgekosten in einem Bauprojekt hat immer die Bauherrschaft oder der Eigentümer selbst zu bezahlen. Die FDP wird dem Punkt 3 als Motion unter gleichzeitiger Abschreibung ebenfalls zustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Das ist wieder einer der Vorstösse, die es einem so schwierig machen. Inhaltlich ist man mit der Antwort der Regierung einverstanden. Und man müsste eigentlich gleichzeitig annehmen und abschreiben. Aber dann wird die Abschreibung bestritten. Und dann müsste man eigentlich, wenn man konsequent wäre, ablehnen; auch wenn man inhaltlich quasi auch einverstanden ist. Aber, weil es ja schon gemacht wird und man es abschreiben kann – also es ist relativ schwierig. Wir sind dafür, anzunehmen und abzuschreiben, weil wir davon ausgehen, dass es wirklich heute schon so gemacht wird. Eigentlich wissen wir, dass es heute schon so gemacht wird, es gibt etliche Beispiele dafür. Sie haben die Millionen angeführt, die wir hier für die Archäologie aufwerfen. Wenn wirklich alles ausgegraben und inventarisiert würde, wäre das noch einmal viel teurer. Stellen Sie sich das einmal vor. Das wird längst nicht alles gemacht. Die sind sich auch bewusst, dass man nicht alles machen kann. Diesen Punkt also erledigen, abschreiben und weg damit.

Bei Punkt 2 bin ich nicht ganz sicher, ob das nicht ein Schuss ins eigene Knie ist. Ich habe noch nie erlebt, dass eine anfechtbare Verfügung zu einer Beschleunigung eines Verfahrens führt. Das mag vielleicht bei einem sehr grossen Projekt irgendetwas bringen, aber es ist ja dann immer noch Teil eines Verfahrens. Vorher wurde von Anita und anderen erklärt, wie ein Verfahren abläuft. Vielleicht sagt die Baubewilligungsbehörde bei einem kleineren Projekt, es handle sich um eine kleine Sache aber sie werde dem Hinweis des archäologischen Diensts beipflichten und man solle eine Notgrabung, die zwei Wochen dauert, durchführen. Das hat man alles schon erlebt – manchmal sind es nur kleine Sachen, bei denen etwas schnell inventarisiert werden soll und danach wird es gleich wieder vergraben. Jetzt wollen Sie eine Verfügung, damit Sie die zweiwöchige Verzögerung anfechten können? Sorry, das bringt nichts. Sie können ja den Bauentscheid anfechten, falls es von der Baubehörde aufgenommen wird. Von uns aus gesehen, bringt das nichts, darum lehnen wir hierzu auch ein Postulat ab. Punkt 3 wird ja nicht bestritten. Wir behandeln ihn, wie es die Regierung beantragt.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Eine Forderung einer Güterabwägung ist aus unserer Sicht auch in der Archäologie gegeben. Die Antwort des Regierungsrats ist für uns schlüssig. Deshalb werden wir alle drei Punkte so behandeln, wie es der Regierungsrat vorschlägt. Punkt 2 werden wir ganz sicher auch nicht als Postulat unterstützen. Eine Verfügung würde das ganze Baubewilligungsverfahren nur verzögern. Das kann ja auch nicht im Sinn der Bauherrschaft sein. Vieles wurde hier bereits von meinen Vorrednerinnen und Vorrednern gesagt. Ich möchte noch kurz auf Folgendes hinweisen: Vielleicht verfügt der Kanton Bern nicht gerade über eine solche Stätte wie Angkor Wat in Kambodscha. Niemand hätte jemals gedacht, dass so etwas zum Vorschein kommen könnte. Dort wurde entdeckt, dass frühere Generationen mit einem ausgeklügelten Wassersystem drei- bis viermal im Jahr ernten konnten. Wer weiss, was wir alles noch entdecken können. Dem einen Riegel zu schieben, ist meiner Meinung nach im Moment nicht richtig. Wir zollen unseren Vorfahren und unserer Berner Geschichte Respekt. Man weiss ja nie im Voraus, was geschehen wird. Und man kann vielleicht auch nicht alles archivieren oder festhalten für unsere Nachfahren. Diese sollen auch noch etwas zu entdecken haben. Deswegen sollten wir auch nicht alles zerstören. Wir werden, wie bereits gesagt, den Vorstoss, so wie er gewünscht wird, nicht unterstützen.

Le président. Ich habe keine Fraktionsanmeldungen mehr. Wünscht noch eine Einzelsprecherin oder ein Einzelsprecher das Wort? – Das ist nicht der Fall.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Lassen Sie mich kurz darstellen, wie heute ein Verfahren beim archäologischen Dienst abläuft. Wenn ein Baugesuch eingeht, schaut der archäologische Dienst im Inventar nach, ob es dort allenfalls Vermutungen auf Funde gibt. Ist das wahrscheinlich, geht man vor Ort. Und zwar findet die Grabung in aller Regel vor dem Baubeginn statt und ist bei Baubeginn bereits erledigt. Darum gibt es eigentlich kaum Verzögerungen in Bauverfahren wegen der Archäologie. Natürlich gibt es Ausnahmen. Gemäss Gesetz werden die Kosten von der öffentlichen Hand getragen. Insgesamt gibt es sehr wenige Probleme. Darum sollte ohne Not an diesem Verfahren möglichst nichts geändert werden. Ich komme nun auf die zwei Punkte zu sprechen, bei welchen noch Differenzen zwischen der Motionärin und der Regierung bestehen. Zum ersten Punkt kann ich Ihnen sagen, dass eine Interessenabwägung wirklich stattfindet. Der Umfang einer Grabung und der Entscheid, ob überhaupt gegraben wird, sind immer Ergebnisse einer Interessenabwägung. Da stehen sich das grosse Interesse der Bodennutzung, die Bedeutung allfälliger Funde und aber auch die Kosten gegenüber. Die Budgetzahlen des archäologischen Dienstes sind ein Element der Interessenabwägung. Sie müssen nur die Antwort mit den Zahlen auf Seite 3 anschauen. Es gibt eine massive Zunahme der Anzahl Baugesuche. Trotzdem haben wir die Kosten des archäologischen Dienstes wieder senken können. Am Anfang stiegen sie mit der Zunahme der Baugesuche, danach konnten wir sie wieder gegen 10 Mio. Franken hin senken, wo wir am Anfang waren. Das heisst, wir haben versucht, die Kosten im Rahmen der Interessenabwägung im Griff zu haben. Diese findet also statt und wurde in den letzten Jahren verstärkt. Das wurde auch in der Kulturpflegestrategie festgehalten, die wir hier zusammen diskutiert haben. Ich bin nicht ganz sicher, ob es wirklich Vorteile bringt, das jetzt noch im Gesetz festzuschreiben. Man müsste im Gesetz allenfalls auch die Kriterien eintragen, nach denen die Interessenabwägung stattfindet. Ich bin mir nicht sicher, wie die Lösung dann ausfallen wird, wenn das Gesetz diskutiert wird. Es könnte auch sein, dass der Handlungsspielraum eher eingeengt würde. Wir haben in den letzten Jahren bewiesen, dass wir selbst bei einer 20- oder 25-prozentigen Zunahme der Baugesuche die Kosten sogar wieder senken konnten gegenüber dem Beginn des Baubooms. Wir haben einen relativ grossen Spielraum, um Interessenabwägung zu betreiben. Auch zukünftige Regierungsräte werden diesen Spielraum haben. Ich bin nicht sicher, ob wir ein Interesse haben, dies im Gesetz enger zu formulieren als wir es heute bereits tun und anlässlich der Kulturpflegestrategie mit Ihnen diskutiert haben. Darum nehmen Sie bitte Ziffer 1 an. Eine Interessenabwägung findet statt und sie soll stattfinden. Aber bitte schreiben Sie sie ab, denn dafür müssen wir das Gesetz nicht ändern, mit all den Risiken, die das dann auch wieder beinhaltet.

Beim zweiten Punkt verstehe ich gar nicht, dass man verlangen kann, eine anfechtbare Verfügung für Grossprojekte auch nur zu prüfen. Ich kann Ihnen aufzeigen warum. Anita Luginbühl hat sehr Vieles bereits sehr gut dargelegt. Aber eine anfechtbare Verfügung durch den archäologischen Dienst würde das Verfahren kompliziert machen, verlangsamen und verteuern und wäre kontraproduktiv zum Interesse der Motionäre. Heute erstellt der archäologische Dienst einen Fachbericht, so wie dies bei den verschiedenen anderen Fachberichten auch geschieht. Der Fachbericht wird vor Beginn des Baus im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens erstellt. Die Baubewilligungsbehörde erstellt eine anfechtbare Bewilligung. Das ist ein erfolgreiches System, welches im Jahr 1994 im Koordinationsgesetz festgelegt wurde, damit nicht mehr alle ihre verschiedenen Verfügungen erlassen. So wurde das Baubewilligungsverfahren vereinfacht. Eine separate Verfügung des archäologischen Dienstes steht im Widerspruch zum Ziel der Vereinfachung des Baubewilligungsverfahrens, würde die Rechtssicherheit eindämmen und das Ziel von weniger Bürokratie verhindern. Man hätte wieder mehr Bürokratie und es gäbe ein schriftliches Zusatzdokument, gegen das unter Umständen wiederum eine Beschwerde eingereicht werden müsste. Das würde das Verfahren verlangsamen und man müsste unter Umständen warten. Gegen diese Verfügung können dann verschiedene Interessengruppen eine Beschwerde einreichen. Es gibt auch Leute, die Interesse daran haben, dass nicht gebaut wird. Es gäbe neue Möglichkeiten, Baustellen zu verhindern, indem gegen die Verfügung des archäologischen Dienstes Beschwerde erhoben werden könnte. Und letztlich – das sage ich als Chef des archäologischen Dienstes nicht gerne – erhielte der archäologische Dienst dadurch mehr Macht als heute. Denn heute entscheidet die Baubewilligungsbehörde mittels Verfügung und nicht der archäologische Dienst, und dagegen kann man Beschwerde erheben. Und gerade bei Grossprojekten machen wir heute Verträge. So haben wir auch in Challnachwald oder Nidau, Agglolac mit den Partnern Verträge gemacht. Für das Abschliessen von Verträgen muss man zusammen verhandeln und so zu einem Ergebnis kommen. Da wird nicht einfach verfügt, sondern es werden gemeinsam Verträge erstellt. Wenn wir also von dem wegkommen und zu Verfügungen wechseln wollen – ich unterschreibe noch so gerne einfach eine Verfügung. Aber das ist ja nicht im Sinne

dessen, was sie wollen; nämlich pragmatische, gute Lösungen, rasche Bauverfahren und vernünftige Interessenabwägungen. Ich empfehle Ihnen, Ziffer 2 auch als Postulat abzulehnen. Der Regierungsrat sieht weder für die Privaten noch für die öffentliche Hand einen Vorteil, wenn hier mittels separater Verfügung ein neuer Beschwerdeweg ermöglicht wird.

Bei Ziffer 3 sind wir uns einig, Sie müssen nur das Gesetz lesen. Es steht bereits heute expressis verbis im Gesetz, Absatz 3 von Artikel 24, dass die öffentliche Hand die Kosten für die wissenschaftliche Untersuchung einer Fundstelle trägt. Darum ist das Anliegen anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Le président. Wünscht die Motionärin noch einmal das Wort? – Nein, dann kommen wir zur zifferweisen Abstimmung. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1 de la motion)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 142

Non 1

Abstentions 3

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wir stimmen nun über die Abschreibung der Ziffer ab. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt ja, wer das nicht will, stimmt nein.

Vote (classement ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 79

Non 65

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 abgeschrieben. Wir kommen nun zur Abstimmung über Ziffer 2. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 63

Non 76

Abstentions 5

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 2 als Postulat abgelehnt. Bei Ziffer 3 stimmen wir über eine Motion und deren gleichzeitige Abschreibung ab. Sind Sie damit einverstanden? – Das ist der Fall. Wer Ziffer 3 annehmen und abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3 de la motion, classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption et classement

Oui 145

Non 0

Abstentions 0

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 3 einstimmig angenommen und abgeschrieben.